Les chauffeurs routiers à nouveau à l'arrêt à Gräfenhausen

Les employeurs, le secteur des transports et les responsables politiques ferment les yeux sur les abus.

Depuis le mois de juillet, des chauffeurs routiers des pays d'Asie centrale, tous employés par la même entreprise polonaise, se rassemblent à nouveau en Allemagne. Ils étaient une dizaine au départ. Depuis le 26 juillet, environ 130 camions sont immobilisés sur le parking de Gräfenhausen, près de l'aéroport de Francfort.

CHAUFFEURS NON PAYÉS (BIS)

La plupart de ces chauffeurs n'ont pas été payés depuis le mois de mai. Des syndicalistes d'ITF Road Transport Due Dilligence Foundation, en coopération avec l'organisation allemande Fäire Mobilität, la DGB et verdi, tentent de renégocier les conditions de travail des chauffeurs avec le groupe Mazur. Frank Moreels, président UBT-FGTB, explique : « Le fait que des chauffeurs européens se rendent à nouveau à Gräfenhausen pour manifester et revendiquer leurs droits prouve que le secteur des transports et les donneurs d'ordre n'ont rien appris après la grève du mois d'avril. D'autant plus qu'il s'agit de chauffeurs travaillant pour la même entreprise malhonnête. »

LES CLIENTS DOIVENT PRENDRE LEURS RESPONSABILITÉS

Contrairement à ce que se fait aujourd'hui, toutes les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement ont une responsabilité à prendre. Ils détiennent en effet la clé de la prévention du dumping social et de l'exploitation dans le secteur des transports. Or, hormis une brève vague d'indignation en avril dernier lorsque les chauffeurs de camion se sont arrêtés à Gräfenhausen — pour la première fois à grande échelle — rien n'a changé.

DES PERSONNES ET DES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

Les entreprises qui commanditent le transport de marchandises ont un rôle à jouer. Le monde politique également. Mais, poursuit l'UBT, ces deux acteurs ne prennent pas suffisamment au sérieux la question du dumping social et de l'exploitation dans le transport routier, à quelques exceptions près. Tom Peeters, adjoint du secrétaire fédéral transports routier et logistique, précise : « L'UBT-FGTB demande depuis des années des ressources et du personnel supplémentaires pour les services d'inspection spécifiques au secteur des transports et un renforcement de la responsabilité. Ce n'est qu'avec l'actuel ministre Dermagne, qui comprend la gravité de la situation, qu'il y a des initiatives pour des investissements supplémentaires et une législation qui rend également les donneurs d'ordre responsables. Mais dans d'autres pays européens, il ne se passe rien ou les choses avancent trop lentement et sont insuffisantes ».

LA BELGIQUE, UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES AUTRES PAYS EUROPÉENS ?

Le transport routier de marchandises en Belgique et en Europe doit être organisé de manière à ce que les personnes ne soient pas exploitées et que le client soit tenu responsable. L'UBT espère donc que le renforcement de la législation en Belgique sur la question sera bientôt voté par le Parlement. La Belgique pourra ainsi servir d'exemple à d'autres pays de l'Union européenne. Enfin, l'UBT-FGTB, les fédérations de transport européenne (ETF) et internationale (ITF) appellent les chauffeurs concernés à contacter la fondation RTDD, Faire Mobilität et/ou les syndicats nationaux pour obtenir leurs arriérés de salaire.

Pas de flexi-jobs dans le secteur du transport !

Les flexi-jobs augmentent la précarité et mettent les conditions de travail et de rémunération sous pression !

L'appel à l'introduction des flexi-jobs résonne de plus en plus dans tous les secteurs. Les employeurs du transport et de la logistique ne font pas exception en réclamant de plus en plus fortement des flexi-jobs, alors qu'il s'agit d'un secteur où les conditions de travail (longues journées irrégulières) et les bas salaires produisent depuis des années des métiers en pénurie. Pour citer Frank Moreels, président de l'UBT : « Jamais on n'a autant réclamé du personnel qualifié. Ceux qui pensent que les flexi-jobs vont combler ce manque se trompent complètement. Les flexi-jobs remplacent les emplois aux conditions de travail et de rémunération normales par des emplois précaires. »

POURQUOI LES FLEXI-JOBS NE SONT-ILS PAS LA SOLUTION ?

Les flexi-jobs détruisent l'emploi régulier, les chiffrent le prouvent d'ailleurs : dans l'horeca, 25 % des emplois réguliers ont disparu pour être remplacés par des flexi-jobs et du travail d'étudiants. Il s'agit-là de milliers de personnes en plus au chômage au profit de personnes qui ont déjà un emploi ou qui étudient.

Les flexi-jobs sont doublement néfastes pour la sécurité sociale : les flexi-jobs ne sont pour ainsi dire pas soumis à des cotisations de sécurité sociale. Les emplois qui contribuent bel et bien à la sécurité sociale sont repoussés par des emplois qui n'y contribuent pas. De surcroît, les chômeurs ne peuvent pas exercer de flexi-jobs, devenant ainsi les chômeurs au chômage…

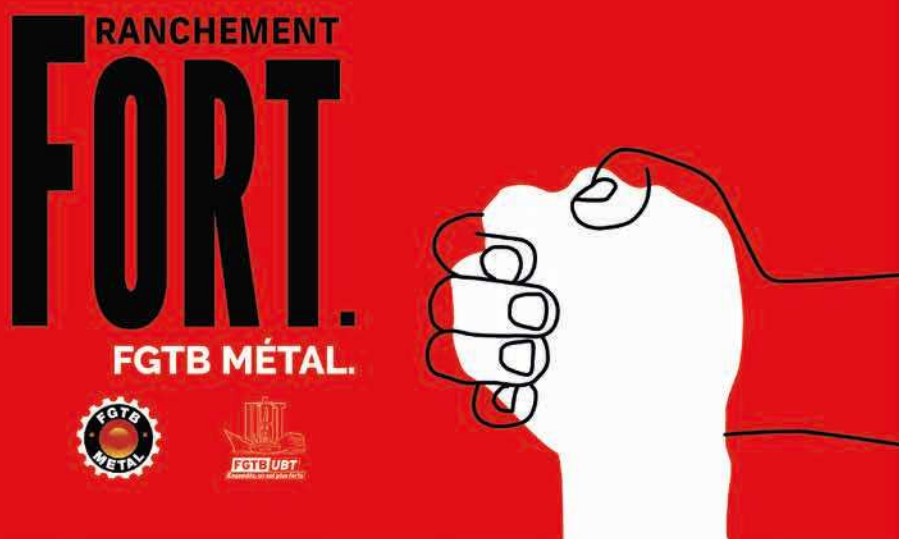
Les flexi-jobs rendent le secteur encore plus précaire : en raison de l'autorisation débridée des contrats de travail intérimaire dans le secteur du transport et de la logistique, ce dernier regorge déjà d'emplois précaires et aléatoires. Une pénurie sur le marché devrait donner lieu en principe à de meilleurs salaires. Toutefois, l'introduction du travail intérimaire, des flexi-jobs, du travail d'étudiants et des travailleurs étrangers efface partiellement cette pénurie et permet d'éviter de devoir payer des salaires plus élevés.

LES SALAIRES SONT TROP BAS DANS LE SECTEUR

Le succès des flexi-jobs démontre que les salaires sont trop bas dans le secteur. Un emploi à temps plein devrait suffire à pouvoir nouer les deux bouts en fin de mois. Evidemment, si ce n'est pas le cas, il faut bien en prendre un deuxième en plus. Au lieu de demander des flexi-jobs, il conviendrait de relever les salaires minimums et de rendre ainsi la profession plus attrayante. Frank Moreels : « Les employeurs se présentent en docteur Jekyll & M. Hyde : d'un côté ils veulent bien se battre ensemble contre le dumping social et la concurrence déloyale venant de l'étranger et de l'autre ils entendent organiser eux-mêmes en Belgique le dumping social et la concurrence déloyale entre travailleurs. » ◀

Le moment est venu ! Nous sommes fiers d'annoncer le lancement de la campagne élections sociales 2024 ! Pleins d'énergie, nous donnons le coup d'envoi de cette campagne passionnante, en ligne et hors ligne.

Avec « Franchement fort. » nous visons l'unité. Nous sommes fiers du bon travail que nous faisons et de ce que nous réalisons.

Nous choisissons un slogan qui confirme notre image de syndicat combatif. Nous laissons notre voix se faire entendre et notre travail parler de lui-même. Gardez un œil sur nos canaux dans les mois à venir pour toutes les mises à jour et le matériel !

UBT-FGTB. Franchement fort !